



## COMPTE RENDU

### 4<sup>ième</sup> réunion du Comité de Pilotage Natura 2000 site « Le Lez » du 03 juillet 2013

#### Ordre du jour

- ▶ Validation du projet de compte-rendu du troisième comité de pilotage,
- ▶ Validation de la proposition de modification du règlement intérieur du comité de pilotage
- ▶ Rappel des principales étapes d'élaboration du DOCOB,
- ▶ Présentation et validation du programme d'actions du DOCOB,
- ▶ Présentation et validation de la charte Natura 2000 du site,
- ▶ Présentation de l'avant-projet de modification du périmètre,
- ▶ Désignation de la structure qui portera l'animation du DOCOB,
- ▶ Élection du Président du COPIL et désignation des deux vice-présidents.

A noter que compte-tenu de l'emploi du temps de certains élus présents, Madame Monique Pétard a proposé de procéder à l'élection du Président du COPIL et des deux vice-présidents ainsi qu'à la désignation de la structure animatrice du DOCOB, avant la présentation du projet de modification du périmètre.

#### Participants

##### Collège des collectivités territoriales et de leurs groupements

Conseil régional Languedoc Roussillon	non représenté
Conseil général de l'Hérault	représenté par Mme Monique Pétard, Vice-présidente, déléguée à l'environnement, au développement durable et à l'Agenda 21 et par M. Christian Dupraz, Conseiller général du canton des Matelles
Commune de Castelnau le Lez	non représentée
Commune de Clapiers	représentée par M. Gilles Dutau, Conseiller municipal
Commune des Matelles	non représentée
Commune de Montferrier-sur-Lez	représentée par M. Alain Breton, Conseiller municipal
Commune de Montpellier	représentée M. Vincent Perret, technicien,
Commune de Prades-le-Lez	non représentée
Commune de Saint Clément-de-Rivière	représentée par M. Alphonse Cacciaguerra, Maire
Communauté d'agglomération de Montpellier	représentée par M. Christophe Morales, Vice-président
Communauté de Communes GPSL	représentée par M. Phillippe Doutremepuich
Syndicat Intercommunal d'alimentation en eau potable du Pic Saint-Loup	non représenté
Syndicat du Bassin du Lez (Syble)	représenté par Mme Géraldine Vacquier, Directrice

##### Collège des usagers

Maison départementale de l'environnement	représentée par Mme Natacha Nion, Directrice
Chambre d'Agriculture de l'Hérault	représentée par M. Corentin Lhuillier
Commission Locale de l'Eau du SAGE	représentée par Mme Monique Pétard, Présidente
	Lez Mosson Etangs Palavasiens
Société BRL Exploitation	représentée par M. Alain Beaud
Société VEOLIA Eau	non représentée
Coopérative d'électricité de Saint-Martin de Londres	non représentée

Fédération de l'Hérault pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique	non représentée
Fédération départementale de chasseurs de l'Hérault	non représentée
Base de canoë-kayak du MUC	non représentée
Montpellier Canoë-Kayak Eaux vives	non représenté
Association «Les Ecologistes de l'Euzières»	représentée par Mme Maud Petitot
Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc Roussillon	non représenté
Association « SOS Lez Environnement »	non représentée
Ensa Montpellier	non représentée
Groupement Foncier Agricole Saint Sauveur du Pin	représenté par M. Xavier Perret du Cray
Vergers de Saint Clément	non représentés
Association Sauvegarde des berges du Lez	non représentée
Fédération des caves coopératives de l'Hérault	non représentée
Comité départemental du tourisme de l'Hérault	non représenté
Comités départementaux de sports de pleine nature	non représentés
Comité départemental de canoë-kayak	non représenté
Comité départemental de randonnée pédestre	non représenté

#### **Collège des services et des établissements publics de l'Etat (consultatif)**

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)	représentée par Mme Nabila Hamza
Agence régionale de Santé (ARS)	non représentée
Direction départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault (DDTM)	représentée par Mme Laurence Vernisse et M. Fabien Brochiero
Direction départementale de la Protection des Populations de l'Hérault (DDPP)	non représentée
Direction départementale de la Cohésion Sociale de l'Hérault (DDCS)	non représentée
Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse	non représentée
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA)	non représenté
Office National de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS)	non représenté

#### **Autres participants:**

M Vincent Sablain	Chargé de programme environnement - Département de l'Hérault
Mme Danielle Boivin	Bureau d'étude Biotope
Mme Aurélie Passetti	Bureau d'étude Biotope

#### **Procurations :**

Monsieur Cyril Meunier, Président du Syble, a donné pouvoir à Madame Monique Pétard, Vice-présidente du Conseil Général de l'Hérault pour l'élection de la présidence du comité de pilotage et pour la désignation de la structure animatrice.

#### **Absents excusés :**

M Alain Barbe	Maire des Matelles
M. Cyril Meunier	Président du Syble
Mme. Marie Levaux	Chambre d'agriculture de l'Hérault
Mme. Stéphanie Grosset	Mairie de Montpellier
M. Michel Bonnet	Mairie de Montpellier
M. Hugues Dijols	Département de l'Hérault - Service activités de pleine nature
Mme. Marie Helene Cocq	Montpellier Eaux-Vives Canoë-Kayak

Madame Monique Pétard accueille les participants réunis à la Maison départementale de l'environnement et introduit la réunion en présentant l'ordre du jour.

### **1 – approbation du compte-rendu du 3ième comité de pilotage**

Aucune remarque n'étant formulée, le compte-rendu du 3ième comité de pilotage est adopté à l'unanimité.

### **2 - modification du règlement intérieur**

Pour alléger sa charge de travail, Madame Pétard souhaite se faire assister par deux vice-présidents dont elle propose la désignation par modification de l'article 3 du règlement intérieur. Cette révision mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

### **3 - rappel par Aurélie Passetti et Danielle Boivin (Biotope) des principales étapes d'élaboration du DOCOB et présentation du programme d'actions soumis à validation**

A l'issue de la présentation, Monsieur Cacciaguerra trouve très positif de voir figurer dans la fiche GEH 05 la mise en cohérence du débit d'étiage avec les exigences écologiques du Chabot du Lez au regard de usages socio-économiques, ainsi que le suivi du débit réservé restitué par pompage. Il rappelle que la Lironde qui constitue le principal affluent du Lez présente une ripisylve classée. A ce titre il souhaiterait voir le périmètre du site Natura 2000 étendu à ce cours d'eau. Par ailleurs Monsieur Cacciaguerra s'étonne que le Rollier d'Europe ne soit pas mentionné dans le document d'objectifs.

Monsieur Sablain précise que le Site Natura 2000 « Le Lez » a été désigné au titre de la Directive Habitat-Faune-Flore » et non de la Directive « Oiseaux ». Par conséquent, les espèces d'oiseaux n'ont pas été prises en compte lors de l'élaboration du DOCOB.

S'agissant de l'augmentation du débit réservé, Madame Pétard indique que ce point sera discuté dans le cadre de la révision du SAGE. En revanche dans le DOCOB, la fiche GEH 04 prévoit de remonter le rejet du débit réservé au niveau de la source du Lez, soit 180 M. en amont de la localisation actuelle.

Concernant ce déplacement du canal d'amenée du débit réservé, Monsieur Morales propose que l'on parle de « relocalisation » et non de « remontée » afin d'éviter la confusion avec une augmentation éventuelle du débit réservé.

En prolongement de ces échanges, Madame Petitot souhaite savoir si nous disposons de connaissances suffisantes sur l'hydrologie du Lez pour déterminer les niveaux d'eau nécessaires à la conservation des habitats et des espèces, comme le prévoit la fiche action GEH 05.

Sur l'hydrologie du Lez, Monsieur Dupraz estime que le débit d'étiage naturel du Lez devait s'élever à 500 litres/s avant l'exploitation du cours d'eau par pompage. Cependant, il est probable que le chabot du Lez n'ait pas des exigences hydrologiques aussi fortes. En outre, il sera également nécessaire de prendre en compte les enjeux socio-économiques et la faisabilité technique, pour la redéfinition de ce débit réservé.

Madame Pétard s'interroge sur la définition du débit naturel, et souhaite que l'on avance prudemment sur ce sujet en tenant compte de références justes et valides.

Madame Vacquier indique que deux études sont actuellement en cours :

- la première portée par l'agglomération de Montpellier et réalisée par le BRGM concerne le karst du Lez. Elle a permis de définir le débit naturel du Lez sur la base de modélisation complexe.
- La seconde, portée par le SYBLE, vise à définir les volumes prélevables sur le cours d'eau en tenant compte des débits minimums biologiques pour le maintien des espèces piscicoles à enjeux. Ces débits seront présentés en Commission Locale de l'Eau d'ici la fin de l'année.

Ces études constituent des expertises complexes et font appel à des modèles comprenant une marge d'incertitude assez forte.

Monsieur Doutremepuich demande si les objectifs du DOCOB ont été chiffrés en termes de surfaces, de linéaires et de coûts.

Monsieur Sablain répond qu'un certain nombre d'objectifs ont été fixés notamment sur la conservation et la restauration des ripisylves ou la gestion des seuils. L'estimation des coûts sur les cours d'eau est relativement difficile à réaliser car les actions inscrites au DOCOB nécessitent des études complémentaires qui affineront leurs modalités de réalisation, ce qui influera sur leur chiffrage.

Concernant la gestion des seuils, Madame Petitot s'interroge sur le fait que certaines actions peuvent paraître contradictoires pour la conservation de certains habitats et de certaines espèces. En effet, le DOCOB prévoit d'effacer ou d'aménager des seuils mais également d'en maintenir pour conserver les habitats de « cascades et seuils à bryophytes ».

Madame Pétard précise que le SYBLE mène actuellement une étude sur les seuils dont il faudra tenir compte.

Monsieur Sablain indique que les seuils qu'il faut effacer ou aménager sont ciblés sur l'enjeu « chabot du Lez » et ne présentent pas l'habitat d'intérêt communautaire « cascades et seuils à bryophytes » à conserver.

Il propose de mentionner dans le DOCOB les seuils où l'habitat est identifié tout en précisant qu'une évaluation de l'état de conservation devra être réalisée afin d'identifier les enjeux prioritaires.

Monsieur Perret précise que les seuils constituent également la mémoire historique du Lez et que de ce fait il est important de les conserver et de les restaurer, certains étant fortement dégradés.

Madame Vacquier précise qu'une étude sur les seuils est en cours sur le bassin versant combinant les approches hydrauliques, patrimoniales et continuité écologique.

A l'issue de ces échanges, le programme d'actions du DOCOB du site Natura 2000 « Le Lez » est validé à l'unanimité sous réserve de l'intégration des différentes remarques.

#### **4 - présentation par Aurélie Passetti et Danielle Boivin (Biotope) de la charte Natura 2000 du site soumise à validation**

Suite à la présentation des engagements généraux de la charte Natura 2000, Monsieur Perret du Cray émet une remarque sur la formulation. La rédaction de la charte lui paraît trop absolue et il souhaiterait une rédaction plus mesurée tout en conservant l'esprit. Il craint que la rédaction proposée qui pourrait être perçue comme une contrainte forte pour les usagers freine les signatures potentielles.

Madame Pétard propose de voter la charte en l'état sous réserve qu'une reformulation incitative et positive soit soumise au COPIL.

Concernant les engagements par milieux, Monsieur Dupraz souhaite savoir si les plantations de peupliers seront totalement proscrites dans le site Natura 2000.

Monsieur Sablain précise que cet engagement concerne les ripisylves et les habitats rivulaires dont il s'agit d'éviter la conversion en peupleraies. Cet objectif ne concerne donc pas les parcelles agricoles.

Monsieur Lhuillier demande s'il concerne toutes les espèces de peupliers y compris les espèces autochtones qui peuvent être vecteurs de biodiversité.

Madame Boivin répond que l'engagement ne concerne que les peupliers exogènes.

Madame Vernisse précise que les signataires de la charte ne s'engagent que sur les milieux inclus dans les parcelles sur lesquelles porte la signature.

Monsieur Morales fait remarquer que la formulation de la charte est très personnelle et que le « je » est quelque peu réducteur. Par conséquent il propose de la « dépersonnaliser » en remplaçant le « je m'engage » par « le signataire s'engage » afin de rendre le document plus universel.

Madame Vacquier souhaite savoir si une liste d'espèces invasives est mentionnée dans le DOCOB.

Madame Boivin répond que cette liste est annexée au DOCOB. Elle est évolutive, c'est pourquoi elle ne figure pas dans la charte.

Au sujet des linéaires et des éléments ponctuels, Monsieur Lhuillier s'interroge sur le fait que l'on mentionne des traitements phytosanitaires sur les haies.

Monsieur Perret du Cray précise que l'usage de substances comme le glyphosate peut parfois s'avérer efficace pour l'éradication d'espèces invasives.

Madame Boivin rappelle que dans le cadre de la charte, il est simplement demandé de ne pas planter d'espèces invasives et non de lutter contre. La lutte contre les espèces invasives intervient uniquement dans le cadre de la signature de contrats et à ce titre l'utilisation de produits peut être autorisée dans certains cas particuliers et de façon encadrée.

Monsieur Lhuillier trouve que la mention « non traitées par des arrosages phytosanitaires » est inadaptée et souhaite que cette mention soit retirée de la charte.

Madame Boivin propose que cette mention soit retirée des engagements et inscrite dans les recommandations.

Monsieur Sablain s'interroge sur la possibilité de valider la charte en l'état et propose de faire un aller-retour avec les membres du Copil après avoir retravaillé sa formulation.

En l'absence de remarque complémentaire, Madame Pétard propose de valider la charte sur le fond.

Au préalable elle aborde la problématique liée à l'exonération de la taxe sur le foncier non bâti pour les signataires de charte Natura 2000.

Pour les propriétaires fonciers s'engageant sur les milieux, il est prévu une exonération de la Taxe sur le Foncier Non Bâti.

Son produit alimente le budget des communes.

L'Etat s'est engagé à compenser leurs pertes fiscales liées aux signatures de chartes.

Depuis cette année il se désengage en réduisant fortement la compensation, ce qui implique des pertes financières pour certaines communes.

Dans le cas du Lez, il faut rappeler que le site est actuellement classé en SIC. Or, pour bénéficier de l'exonération fiscale, un arrêté de désignation en ZSC doit être pris. Par conséquent, en l'état actuel, un signataire de charte sur le site Natura 2000 « Le Lez » ne peut bénéficier de cette exonération.

Par ailleurs compte-tenu de la taille du site (144ha) et des faibles surfaces engageables, les signatures de chartes n'auraient que peu d'impacts sur les budgets des communes du fait des petits montants exonérés.

Madame Pétard indique donc qu'au regard de ces éléments, le site « le lez » est très peu concerné par cette problématique. Elle souhaitait cependant en informer le Copil par souci de transparence en préalable à toute décision.

Madame Hamza précise que la réduction progressive de cette compensation a suscité la réaction de certains élus qui ont interpellé le Ministère de l'écologie. Le Ministère a indiqué son intention de revenir sur cette décision lors des discussions à venir concernant la loi-cadre sur la biodiversité.

A l'issue de ces échanges, la charte Natura 2000 du site « Le Lez » est validée à l'unanimité sous réserve d'une reformulation dans un style moins absolu.

## **5 - élection du Président du COPIL, de ses deux vice-présidents et désignation de la structure maître d'ouvrage de l'animation du DOCOB**

Ces points de l'ordre du jour sont présentés par les représentants de l'Etat : Laurence Vernisse et Fabien Brochiero - Service Safen- DDTM 34

Après rappel des textes réglementaires, des modalités de désignation de la structure porteuse et du président du Copil d'animation, Monsieur Brochiero demande aux candidats de se manifester.

Madame Pétard présente sa candidature à la présidence du Comité de pilotage dans un souci de continuité de l'action engagée depuis deux ans. Toutefois, elle précise qu'elle souhaite s'adjoindre la compétence de deux vice-présidents afin de l'assister dans cette tâche.

En l'absence d'autre candidat, Monsieur Brochiero propose au collège des élus de procéder à l'élection du président du Copil.

Madame Pétard est élue à l'unanimité présidente du Comité de pilotage.

Pour les deux vice-présidents les candidats déclarés sont Christian Dupraz, conseiller général du canton des Matelles et Christophe Morales, vice-président de Montpellier agglomération, conseiller Général du Canton Montpellier VI.

A l'issue du scrutin, Monsieur Brochiero déclare Messieurs Dupraz et Morales élus à l'unanimité.

Madame Pétard les remercie d'avoir accepté ces mandats qui vont renforcer la représentativité des collectivités territorialement concernées.

Concernant la désignation de la structure animatrice, Monsieur Brochiero rappelle qu'une convention cadre entre les services de l'Etat et la structure animatrice définit les engagements des parties et demande aux structures candidates de se manifester.

Madame Pétard propose la candidature du Département de l'Hérault pour animer le Document d'Objectifs.

A l'issue du scrutin, le Département de l'Hérault est désigné à l'unanimité pour porter l'animation du DOCOB.

Monsieur Brochiero précise qu'une fois le document approuvé par arrêté préfectoral, la convention cadre pour l'animation du site sera signée entre l'Etat et le Département.

## **6 – modification du périmètre du site- présentation de l'avant-projet par Vincent Sablain**

En préalable à la présentation de l'avant-projet, Madame Pétard précise que le périmètre actuel du site a été établi il y a plus de dix ans selon des critères qui ne permettent pas une mise en œuvre pertinente et efficace du DOCOB.

C'est pourquoi il est proposé de procéder à sa modification.

Monsieur Doutremepuich ne pouvant assister à cette présentation, précise que la Communauté de Commune du Grand Pic Saint Loup a été informée du projet, lequel est en cours de validation au sein de la CCGPSL.

Suite à la présentation de l'avant-projet, Monsieur Brochiero revient sur la question soulevée en début de réunion par Monsieur le Maire de Saint-Clément-de-Rivière concernant l'intégration au site de la Lironde, affluent du Lez.

Monsieur Sablain précise qu'aucun diagnostic n'a été établi sur ce territoire et que ses enjeux Natura 2000 ne sont pas identifiés et rappelle que l'objectif de la présente modification n'est pas d'étendre le périmètre mais de le rendre cohérent et fonctionnel pour la mise en œuvre du DOCOB.

Monsieur Perret du Cray s'interroge sur les conséquences de la modification proposée sur le fonctionnement des exploitations agricoles. Compte-tenu de la prochaine réforme de la PAC, il redoute des contraintes supplémentaires pouvant remettre en cause certaines pratiques culturales, dont l'utilisation de produits phytosanitaires.

Monsieur Breton s'étonne que le discours d'aujourd'hui soit différent de celui tenu lors de la réunion de présentation de Natura 2000 aux viticulteurs de la cave coopérative de Prades le Lez.

Monsieur Sablain rappelle qu'à cette occasion, il avait été indiqué :

- que le programme de Maet sur le site Natura 2000 «le Lez » n'était pas opérationnel du fait des incohérences du périmètre,
- qu'aucune Maet ne pouvait être engagée avant la prochaine réforme de la PAC.

Il précise par ailleurs que la planification prévue au DOCOB ne prévoit aucune action du volet agricole avant la 3<sup>ème</sup> année d'animation.

Monsieur Lhuillier fait remarquer que le périmètre sera validé à l'automne 2013 et que le contenu de la prochaine PAC ne sera pas connu à ce moment-là.

Monsieur Brochiero rappelle qu'il s'agit aujourd'hui d'informer le comité de pilotage et de recueillir son premier avis sur l'avant-projet. La procédure de révision du périmètre comportera une consultation individuelle des collectivités concernées.

Il revient sur la procédure du dispositif Natura 2000 et sur ses deux volets, à savoir le volet préventif lié à l'évaluation des incidences et le volet lié à la contractualisation et à la charte Natura 2000.

Ce second volet vise notamment à apporter des aides financières aux agriculteurs pour faire évoluer leurs pratiques via des démarches contractuelles et non réglementaires.

Madame Vernisse signale qu'un 1<sup>er</sup> Comité de pilotage d'animation devrait être programmé à l'automne et porter essentiellement sur la révision du périmètre.

A cette période, il sera possible de lui apporter plus d'informations sur la PAC 2014-2020.

Elle rappelle que sans révision de périmètre, aucune Maet ne pourra être signée sur le Lez.

La validation du périmètre modifié par le Copil constitue un préalable dans l'instruction du dossier. Chaque commune recevra un dossier de consultation et disposera d'un délai de 2 mois pour se prononcer.

Monsieur Perret du Cray demande à ce que les contraintes liées à l'extension de périmètre soient bien identifiées afin que chacun puisse juger en connaissance de cause.

Monsieur Sablain explique que ce qui motive principalement la révision du périmètre du site est la mise en œuvre du volet agricole discuté en groupe de travail et validé ce jour.

Il précise que le dispositif Natura 2000 n'implique aucune contrainte à ce jour pour les agriculteurs qui restent libres de signer ou pas un contrat et la charte.

Il rappelle à nouveau que la modification du périmètre est un préalable indispensable à la signature de Maet.

Madame Pétard tient à préciser que la biodiversité constitue une priorité au niveau européen et qu'il est probable que les sites Natura 2000 soient des zones prioritaires pour bénéficier de financements dans le cadre de la future PAC.

Elle rappelle que le périmètre actuel est totalement inadapté et que sa révision paraît indispensable.

Monsieur Breton souhaiterait que l'on attende la réforme de la PAC pour engager la procédure de modification, notamment si le verdissement de la PAC introduit des contraintes supplémentaires dans les sites Natura 2000. Dans le cas où la réforme de la PAC définirait les zones Natura 2000 comme prioritaires pour l'obtention de certaines aides, il serait favorable à une extension encore plus large du périmètre.

Madame Pétard rappelle que la procédure de modification est longue et complexe et qu'il est exclu de réviser le périmètre au gré des réformes de la PAC. Le maintien de l'activité agricole constitue un enjeu majeur notamment dans les zones périurbaines et peut être vecteur de biodiversité.

Monsieur Lhuillier précise que l'îlot cultural peut parfois englober plusieurs parcelles cadastrales et qu'il est impossible d'envisager des pratiques différentes sur une même culture. Cela peut donc constituer un problème pour signer des Maet. Par conséquent, dans certains cas, il n'est pas judicieux de se caler sur les parcelles cadastrales pour délimiter le périmètre.

Madame Pétard indique que les enjeux agricoles ont été le plus possible pris en compte, mais que la révision du périmètre répond à différents enjeux qu'il faut concilier. Sur le plan agricole, le travail réalisé va tout de même dans le bon sens car il rendra éligibles aux Maet de nombreuses parcelles.

Monsieur Sablain explique par ailleurs qu'une des contraintes imposées par les services de l'Etat était de rendre fonctionnel le périmètre en limitant au maximum son extension afin d'en faciliter l'acceptation par les acteurs locaux. Il a donc fallu croiser différents critères pour tracer ces nouveaux contours et aboutir à la proposition actuelle, qui rend possible la mise en œuvre de l'ensemble du programme d'actions du DOCOB.

Madame Pétard note les interrogations et les inquiétudes des différents acteurs et propose que ce sujet fasse l'objet de nouveaux échanges à l'occasion du premier copil d'animation prévu à l'automne. A l'issue de cette discussion, elle remercie l'ensemble des participants pour les nombreux échanges. L'ordre du jour étant épuisé, La séance est levée à 17h10

#### **Synthèse des décisions**

- Adoption à l'unanimité du compte-rendu du troisième comité de pilotage.
- Adoption à l'unanimité de la proposition de modification du règlement intérieur du comité de pilotage.
- Validation à l'unanimité du programme d'action du DOCOB du site Natura 2000 « Le Lez » sous réserve de l'intégration des différentes remarques.
- Validation à l'unanimité de la charte Natura 2000 du site « Le Lez » sous réserve de l'intégration de la reformulation du document dans un style moins absolu.
- Election à l'unanimité de Madame Monique Pétard comme présidente du Comité de pilotage du site Natura 2000 «Le Lez ».
- Election à l'unanimité de Monsieur Christian Dupraz et Monsieur Christophe Morales, aux postes de vice-présidents du Comité de pilotage du site Natura 2000 «Le Lez ».
- Désignation à l'unanimité du Conseil Général de l'Hérault comme structure animatrice du site Natura 2000 « Le Lez ».

**Pour extrait conforme.  
La Présidente du COPIL,**



Monique PETARD

Conseillère générale du canton de Montpellier X,  
Vice-présidente du Conseil général, déléguée à l'environnement, à l'Agenda 21  
et au développement durable.